

RETRAITES : TROP, C'EST TROP !

Face aux mensonges du gouvernement,

Tous ensemble dans la rue le 24 juin

De contre-réforme en contre-réforme, le gouvernement poursuit son plan de régression sociale. Il veut à présent détruire notre système de retraites tout en prétendant le sauver. Si le projet gouvernemental était voté, c'est tout un édifice basé sur la solidarité qui s'effondrerait. Afin de lutter contre ce projet, un comité départemental pour la défense des retraites, regroupant à ce jour 18 organisations, s'est créé dans les Pyrénées-Orientales. Son but : **obtenir le retrait du projet, tout en expliquant à la population qu'il existe d'autres solutions permettant de garantir une retraite décente pour chacun.**

Le vrai projet de Sarkozy et du Medef

Les réformes de 1993 et 2003 ont déjà été catastrophiques pour les retraités. Toutes les dispositions prises ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 % et aggravé les inégalités. Gouvernement et Medef veulent aller encore plus loin : en supprimant l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans et en proposant un nouvel allongement de la durée de cotisation pour toucher une retraite à taux plein.

Quand ils affirment que le niveau des pensions sera préservé, ils mentent ! Ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, notamment les femmes et tous ceux qui ont connu des périodes de chômage et de précarité. Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite et/ou la durée de cotisation alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes et les plus de 55 ans.

La vraie raison des mesures n'est pas liée à la démographie. Gouvernement et Medef ne veulent plus des retraites par répartition et de la solidarité entre générations. Leur rêve : développer la retraite par capitalisation afin de satisfaire banquiers et assureurs.

Jeunes : la triple peine

Les jeunes d'aujourd'hui sont les retraités de demain, mais c'est bien une triple peine que leur impose le projet gouvernemental :

- D'abord, l'allongement de la durée du travail viendrait se cumuler avec celui des études, retardant d'autant plus l'âge de départ à la retraite. Ceux qui suivent des études ne doivent pas en être pénalisés au moment de partir à la retraite !

- C'est ensuite l'emploi des jeunes, dont la situation est déjà alarmante (le taux de chômage des jeunes est de 24 % et 23 % des jeunes salariés sont à temps partiel), qui pâtirait de l'allongement de la durée de cotisation : les salariés plus âgés étant contraints de travailler plus longtemps, les postes qu'ils occupent se libéreraient moins rapidement, réduisant encore les perspectives des générations suivantes.

- Enfin, avec une durée de cotisation allongée et une entrée plus tardive dans le monde du travail, les jeunes d'aujourd'hui n'auront pas cotisé suffisamment pour avoir droit à une retraite à taux plein et devront finir leur vie avec des pensions de misère.

Jeunes, salariés, retraités, chômeurs,

Manifestons notre rejet du projet de Sarkozy et du Medef

Tous ensemble, rendez-vous

JEUDI 24 JUIN à 10h

Place de la Victoire, au pied du Castillet

Une vraie retraite à 60 ans, c'est possible !

Non, monsieur Sarkozy, le « tabou » qu'il faut faire sauter, ce n'est pas celui de l'âge du départ à la retraite. **C'est celui de la répartition des richesses.** Car la France est un pays riche, où l'argent coule à flots pour les actionnaires, les détenteurs de stock-options et de parachutes dorés. En 2008, le gouvernement a sauvé les banques et les actionnaires, il est temps de penser maintenant aux autres, ceux dont la part dans la richesse produite a baissé de plus de 9% en trente ans !

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) estime qu'en 2050 le besoin de financement des régimes de retraite serait de 115 milliards d'euros. Mais, selon les mêmes estimations, le produit intérieur brut (PIB) sera alors supérieur à 3 800 milliards d'euros. Soit 1 900 milliards de plus qu'aujourd'hui. Difficile de trouver éventuellement 115 milliards pour nos retraites dans ces 1 900 milliards supplémentaires ? Imposons un autre partage des richesses que nous produisons !

De plus, une véritable politique de l'emploi et de revalorisation salariale, luttant contre le chômage et la précarité est indispensable pour augmenter les recettes nécessaires au financement de nos retraites.

Quelques exemples de recettes supplémentaires :

Supprimer les exonérations de cotisations patronales : + 26 milliards d'euros

Cela permettrait aussi de combattre la politique de bas salaires qui handicape la consommation et donc la croissance.

Faire cotiser les revenus financiers des entreprises au même taux que les salaires : + 10 milliards d'euros

Cela rendrait moins juteux les placements spéculatifs et contribuerait ainsi à réorienter l'argent vers l'emploi.

Faire cotiser les stock-options et les parachutes dorés versés aux cadres supérieurs et aux PDG des grandes sociétés : + 7 milliards d'euros

C'est la proposition de la Cour des Comptes qui constate que ces revenus liés au travail devraient être mis à contribution.

**Pour en savoir plus et combattre les mensonges
gouvernementaux**

Réunion publique sur les retraites

MERCREDI 30 JUIN à 20h30

Centre culturel de Cabestany (salle Jordi Pere Cerdà)

**avec Jean-Marie Harribey, membre du Conseil scientifique d'Attac,
coordinateur de l'ouvrage « Retraites, l'heure de vérité »**

Organisations membres du Comité départemental pour la défense des retraites :

Attac, CNT, Femmes solidaires, FSU, Initiatives citoyennes, LDH, MRC, NPA, PCF, PG, POI, PS, UD-CGT, Union syndicale Solidaires, UNEF, Union des étudiants de gauche 66, UNRPA, Les Verts/Europe Écologie.